

Contre un régime usé :

Le Front Socialiste

LA situation, en se détériorant, se clarifie. De nombreuses expériences nous ont appris que le pouvoir personnel porte en lui le chaos, comme la nuée porte l'orage. Une large partie de l'opinion, anesthésiée depuis le 13 Mai, et subissant le pilonnage de la radio-télévision et de la grande majorité de la presse, a subi l'attraction du mythe gaulliste, accepté une démission de la démocratie au profit d'un homme providentiel, et attendu, avec une patience digne d'un meilleur sort, une série de miracles.

Or, la guerre d'Algérie, 3 ans après la prise de pouvoir par les Gaullistes, n'est pas terminée et le « sauveur suprême », après avoir défini une bonne demi-douzaine de politiques contradictoires, devant leur faillite éclatante, envisage une « braderie » de pur style « cartériste », tandis qu'une partition, pudiquement mais avec quelque retard baptisée par M. TERRENOIRE « regroupement », prolongerait éternellement les hostilités.

On a prétendu se passer des « intermédiaires », renoncer au « jeu syndical » et voilà que le pouvoir fort étale au grand jour son incroyable faiblesse : routes barrées, sous-préfectures prises d'assaut par les leaders paysans triomphalement acquittés et acclamés des foules, ministres molestés et le premier d'entre eux un peu partout brûlé en effigie. Bourguiba lui-même, si longtemps et si obstinément gaulliste, se détache du monarque avec éclat et pose, avec un brutale netteté, le problème de Bizerte et des séquelles du

colonialisme qu'il faut liquider, non pas seulement dans les discours et dans les conversations, mais dans les actes. MACHIAVEL aurait pu enseigner à nos princes qu'on ne peut pas tromper tout le monde à la fois et pour une durée indéterminée. Certaines ruses apparaissent comme des mauvais investissements politiques. L'efficacité du régime est inversement proportionnelle aux pouvoirs qu'on lui accorde ou plutôt qu'il s'attribue. Chaque échec se traduit par une fuite en avant vers l'accroissement de la dictature. Si nous avons été les fourriers du gaullisme, si nous lui avons apporté la République sur un plat, nous ne dormirions pas avec une bonne conscience.

Le dernier discours du Président de la République a ouvert bien des yeux. L'Histoire a rarement enregistré une aussi audacieuse entreprise d'auto-félicitations. La déclaration de guerre aux faits, ces têtus qui s'obstinent, eux, à ne pas voter OUI, a dépassé les limites que pouvaient tolérer les plus dociles téléspectateurs. Le chef de l'État a osé dire, sans le moindre sourire, que le Parlement avait entrepris « l'œuvre la plus vaste et la plus importante qui ait jamais été réalisée par une législature ». Voilà une affirmation qui se passe de commentaires. Il a, avec le même sérieux apparent, exalté les résultats obtenus dans le domaine de l'Éducation Nationale et de la réforme de l'Enseignement ! A-t-on réussi à lui cacher que la rentrée prochaine serait désastreuse ? Qu'un véritable procès-verbal de carence serait dressé par

l'Histoire contre un « système » incapable de construire les locaux et, plus encore, de recruter les maîtres nécessaires dans tous les degrés ? Que la seule réforme a consisté à verser des subventions aux écoles privées, c'est-à-dire à rallumer la querelle scolaire avec une intensité qui surprendra un jour nos apprentis sorciers ? Qu'on prétend couper les vivres aux étudiants coupables d'avoir pris parti, avec clairvoyance, sur les problèmes dont dépend leur avenir en même temps que sur celui du pays ?

M. René CAPITANT vient de dresser un réquisitoire aussi vigoureux que le nôtre. Sa conclusion est... inattendue : « Heureusement ce gouvernement est usé jusqu'à la corde. Usure du gaullisme ? Non, usure de l'antigaullisme des rescapés du 13 Mai ». O ! Fidélité inconditionnelle, à quelles acrobaties dialectiques ne condamnes-tu pas le dernier « quarteron » de tes zélés partisans. Robert VERDIER a démontré que les petites habiletés qui consistaient à faire de M. DEBRE le bouc émissaire de tous les péchés du régime devraient un jour prendre fin. Il est vraiment impossible de classer ce dernier parmi les antigaullistes qui ont survécu au 13 Mai ! Il en a été un des artisans et une enquête sur son comportement pendant la journée du 12 mai 1953 serait extrêmement instructive, s'il faut en croire les autres « féaux », ses complices. C'est le Général de Gaulle qui l'a placé à la tête de ce que l'on appelle encore un Gouvernement. C'est le Général de Gaulle qui l'y maintient envers et contre tous, y compris ses coreligionnaires de l'U.N.R., auxquels M. STIBIO, naguère héraut du régime, annonce qu'ils seront décimés lors des prochaines élections et qu'ils seront du reste absolument indéfendables.

Mais il y plus : M. DEBRE ne gouverne pas. Ce n'est pas lui qui béné-

ficie de l'article 16. Le Général de

COMMUNIQUE DU BUREAU NATIONAL

Devant l'échec de sa politique algérienne et face aux mouvements de mécontentement provoqués par la carence de son gouvernement, le Général de Gaulle a prononcé un véritable discours de somnambule, dont le ton optimiste est sans rapport avec la réalité.

Oubliant ses propres responsabilités dans l'insuffisance de notre effort scolaire, comme dans l'aggravation de la crise agricole, il a osé qualifier de « petit jeu syndical » les réactions légitimes des travailleurs. Ignorant délibérément toutes les manifestations de faiblesse de son régime au cours des derniers mois, il a encore mis l'accent sur le caractère personnel de son pouvoir.

Négligeant les véritables données du problème de Berlin il a adopté une attitude purement négative, sans envisager une perspective de négociation.

Quant à l'Algérie, il s'oriente de plus en plus vers la politique du pire, préférant vouer l'Algérie au chaos plutôt que de discuter d'autres formes d'association que celles qu'il prétend imposer.

13-7-61

Gaulle règne et gouverne à la fois. Il voudrait régner et gouverner non seulement dans le présent mais dans l'avenir, même après son départ de l'Elysée quelle qu'en soit la cause. Il

envisage de désigner un dauphin. Pour témoigner son attachement à la République, l'actuel président ne serait nullement choqué d'avoir pour successeur « l'héritier des 40 rois qui en mille ans ont fait la France » suivant la formule qu'employait jadis l'Action Française de MM. Charles MAURRAS et Léon DAUDET. Bien des indices prouvent que cette hypothèse ne doit pas être exclue. Après tout, Louis Napoléon Bonaparte a bien été Président de la République. Et le système actuel s'appelle officiellement « cinquième

République ».

A ceux qui ne renoncent pas à l'espérance de bâtir un jour une République républicaine, nous demandons d'être vigilants, de serrer les rangs, de combattre avec une énergie accrue, non pas seulement le Gouvernement, mais le régime qui nous a été imposé par les factieux du 13 Mai, et de poser à sa succession la candidature du Front Socialiste.

Edouard DEPREUX

Tribune Socialiste n° 63

22 juillet 1961

Pages 1 et 3